

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative
Bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 02/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IMERYS CERAMICS FRANCE

Lieu-dit Carrière du Boudeau
24800 Saint-Jean-De-Côle

Références : DiPa/UbD24-47/032/2026
Code AIOT : 0100005319

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2026 dans l'établissement IMERYS CERAMICS FRANCE implanté Lieux-dits : Razac Est, Razac Est et Bois de Razac 24800 Thiviers. L'inspection a été annoncée le 12/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection vise à vérifier les aménagements de protection des écoulements A et B prévus dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 janvier 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMERYS CERAMICS FRANCE
- Lieux-dits : Razac Est, Razac Est et Bois de Razac 24800 Thiviers

- Code AIOT : 0100005319
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La S.A.S IMERYS CERAMICS FRANCE (ICF) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté n° BE-2025-07-03 du 3 juillet 2025, à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux meubles siliceux et ses installations annexes, sur le territoire de la commune de THIVIERS aux lieux-dits « Razac ».

L'arrêté porte sur une demande d'autorisation d'exploiter de 15 ans sur une surface de 45,62 ha (périmètre de l'autorisation). Il prévoit la production moyenne d'environ 65 000 t/an avec une cadence maximale d'extraction de 95 000 t/an.

Les matériaux produits sur le site contiennent, après une phase de pré criblage, une proportion moyenne de 40 % de galets siliceux. Ils seront acheminés par camions vers les installations du site principal d'Imerys sur la commune de Saint-Jean-de-Côle, à environ 13 km.

La société valorise le reste de l'exploitation par la production de granulats (sables et graviers).

Les travaux d'extraction sont réalisés par chantier "glissants", 2 chantiers simultanément, avec remise en état coordonnée à l'avancement.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 03/07/2025, article 2.1.2.5	Sans objet
2	Eaux de ruissement	Arrêté Préfectoral du 03/07/2025, article 5.2.3	Sans objet
3	Phasage d'exploitation	AP Complémentaire du 21/01/2026, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À cause de la forte précipitation le jour de l'inspection, il n'y avait pas de d'activité sur le site. L'extraction commencera dès que les conditions météorologiques le permettront.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2025, article 2.1.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements temporaires des zones d'extraction
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- aménagement de la plate-forme temporaire de traitement groupe mobile et stockage des matériaux,- aménagement de la piste d'accès temporaire à la plate-forme de la zone d'extraction,- création de merlons autour de chaque zone d'extraction,- mise en place de clôtures périphériques avec signalisation appropriée, implantées de façon à ce que les surfaces d'exploitation soient à tous moments situées à l'intérieur d'une enceinte clôturée.

Constats :
Les travaux de la piste d'accès, du fossé et des buses d'évacuation sont terminés. La zone de chantier est entourée d'un merlon et d'une clôture anti-intrusion pour la petite faune.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Pour rappel, le groupe mobile de traitement doit être installé sur une plate-forme temporaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2025, article 5.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Zone en exploitation
Prescription contrôlée :
Aménagement sur chaque zone d'exploitation : - en amont, la déviation d'eaux de ruissellement pour ne pas qu'elles puissent atteindre les surfaces en chantier ; - en aval, la décantation des eaux pluviales susceptibles d'être restituées en aval de la zone d'exploitation après transit par le chantier.
Constats :
Avant de se déverser dans le milieu naturel, les eaux pluviales en amont du chantier sont acheminées vers un bassin de décantation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est nécessaire de réaliser un contrôle des rejets d'eaux pour s'assurer que les aménagements de traitement permettent le respect des valeurs limites établies à l'article 5.2.5.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/01/2026, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Article modifié
Prescription contrôlée :
L'extraction du gisement est autorisée dans les zones de la phase 1 (1a et 1b) matérialisées sur les plans en annexe, sans porter atteinte directement ou indirectement aux zones mises en défens. La mise en défens des secteurs concernés est matérialisée par une clôture, implantée à 10 mètres de part et d'autres des talwegs, empêchant l'accès d'engins, dans l'attente des conclusions de l'étude complémentaire afin de clarifier la compréhension des régimes hydrauliques du secteur le long des linéaires identifiés sur les plans (Écoulements A et B), conformément au dossier déposé susvisé de porter à connaissance.

Constats :
Une clôture temporaire et mobile de chantier est installée à plus de 10 mètres de chaque côté des talwegs pour protéger les secteurs "écoulement A" et "écoulement B". L'extraction a débuté dans la phase 1B, sans nuire aux zones mises en défens.
Type de suites proposées : Sans suite